

[Texte]

Mr. Dorin: Therefore the only guy who got a good deal was the first guy, because all the other guys are just loaded with a bunch of debt that is built into the price and reflected in the cost of production. Anyway, that is another issue.

The Chairman: There are a number of amendments to clause 8. These amendments all deal with the question of treating "person or partnership" all the way through. These are only drafting changes.

Mr. Wilson (Swift Current—Maple Creek): Mr. Chairman, I will move the amendments to clause 8.

[See Minutes of Proceedings]

Clause 8 as amended agreed to.

• 2145

On clause 9

Mr. Peters: Clause 9 is amending subsection 15.(1) of the act. Subsection 15.(1) of the act is essentially a section that taxes shareholders in respect of benefits they receive from corporations of which they are shareholders. The changes that have been made are fairly technical. There are really two changes of substance.

One is the extension of the concept to a person who may not be a shareholder at the time the benefit is actually conferred upon him, but upon whom the benefit is conferred in contemplation of his becoming a shareholder, so as to prevent taxpayers from avoiding the application of the section by conferring benefits on persons before they actually become shareholders, but in contemplation.

The second change is that the existing provision specifies three specific ways in which a benefit can be conferred. The first is by a payment being made "by a corporation to a shareholder otherwise than pursuant to a bona fide business transaction". The second is where "funds or property of a corporation have been appropriated in any manner whatever to, or for the benefit of, a shareholder". The third is where "a benefit or advantage has been conferred on a shareholder".

In the process of reviewing the provision, it was felt that this third provision, this third branch, was sufficiently broad really to encompass the first two and that the first two were, as a result, really just superfluous and unnecessary, that the words that are now in proposed subsection 15.(1) that refer to a benefit being conferred on a shareholder are sufficiently broad to encompass a payment being made otherwise than pursuant to a bona fide business transaction or funds or property being appropriated. Essentially, those are the two changes that have been made to the provision.

Mr. Cassidy: What kind of benefits did they have in mind? The normal benefits, the payment of a dividend or

[Traduction]

M. Dorin: Par conséquent, le seul qui a vraiment profité du système, c'est celui qui a commencé, parce que tous ceux qui l'ont suivi doivent supporter de lourdes dettes, qui font partie du prix d'achat et qui se répercutent sur le coût de production. De toute façon, c'est une autre question.

Le président: On a proposé plusieurs amendements à l'article 8. Ils portent tous sur la question de traiter « une personne ou une société ». Ce sont les seuls changements de libellé.

M. Wilson (Swift Current—Maple Creek): Monsieur le président, je propose l'adoption des amendements à l'article 8.

[Voir le procès-verbal]

L'article 8, modifié, est adopté.

Article 9

M. Peters: L'article 9 modifie l'article 15.(1) de la loi. Essentiellement, l'article 15.(1) de la loi sert à imposer les actionnaires pour les avantages qu'ils reçoivent des sociétés dont ils sont actionnaires. Les changements qui y ont été apportés sont plutôt techniques. Il s'agit de deux changements importants.

L'un consiste en l'application du principe à une personne qui ne peut être actionnaire au moment où les bénéfiques, ou avantages, lui sont effectivement accordés, mais en prévision du moment où il sera actionnaire, afin d'éviter que les contribuables ne contournent cet article en accordant des bénéfiques à des personnes avant qu'elles ne deviennent vraiment actionnaires, mais en prévision de ce moment.

Le deuxième changement repose sur le fait que la disposition actuelle précise les trois façons dont un bénéfice peut être accordé. La première se présente sous la forme d'un versement effectué « par une société à un actionnaire autrement qu'en vertu d'une opération commerciale véritable ». La deuxième est celle suivant laquelle « des capitaux ou des biens d'une société ont été attribués, de quelque manière que ce soit, à un actionnaire ou doivent servir à son profit ». La troisième étant celle où « l'on a accordé un avantage à un actionnaire ».

On a cru, lorsqu'on a revu cette disposition, plus précisément son troisième volet, qu'elle est suffisamment vaste pour comprendre les deux premiers volets et que ceux-ci, par conséquent, sont réellement superflus et inutiles, et que le texte de l'article 15.(1) proposé qui renvoie au bénéfice qui est accordé à un actionnaire est suffisamment vaste pour englober tout paiement effectué autrement qu'en vertu d'une transaction commerciale véritable ou de capitaux ou de biens attribués. Essentiellement, ce sont là les deux changements qui ont été apportés à cette disposition.

M. Cassidy: A quel genre de bénéfiques pensiez-vous? Les bénéfiques normaux, le paiement d'un dividende ou le